

Cette union des partis qui soutiennent l'action du président Giscard d'Estaing a fait un score électoral remarqué (21.5 p. cent). Formée des partis républicain — parti du président —, démocratique et social (tendance démocrate-chrétienne) et radical (libéral) de droite, l'Union pour la démocratie française (UDF) a réalisé deux objectifs: elle a permis la victoire électorale de la droite en disputant victorieusement des électeurs du centre au parti socialiste; en obtenant un score de 21.5 p. cent des voix, elle a réduit, au sein de la majorité de droite, le poids des gaullistes du Rassemblement pour la république (RPR) de M. Chirac.

Deux clivages politiques

La France se retrouve donc après ces élections avec quatre familles politiques de force électorale presque égale: conservateurs du RPR (22.6 p. cent des voix), libéraux de l'UDF (21.5 p. cent), socialistes démocratiques du PS (22.6 p. cent) et communistes du PCF (20.6 p. cent). En termes de sièges, à cause des reports de voix moins disciplinés à gauche qu'à droite au second tour et des distorsions de la carte électorale, les deux familles de la droite sont plus fortes: conservateurs du RPR: 148 sièges, libéraux de l'UDF: 137, socialistes: 104, communistes: 86. Le paysage politique français est compliqué du fait que la division droite-gauche n'est pas le seul clivage politique. Il y a un autre clivage que, faute de mieux, on pourrait appeler «fermeture-ouverture». Le côté de la «fermeture» comprend les *conservateurs* du RPR et . . . les *communistes*. Ces deux partis sont, en effet, l'un et l'autre, repliés sur l'espace français: le programme économique du PCF, par exemple, conduirait à l'autarcie et, dans les faits, à la séparation de la France du Marché commun européen. Les deux partis ont d'ailleurs, l'un et l'autre, fait des campagnes sur le thème «achetez français». Ils sont l'un et l'autre partisans d'une force de frappe purement française, d'une défense dite «tous azimuts» et farouchement hostiles à une collaboration étroite entre la France et l'OTAN, tout en admettant en principe l'appartenance de la France à l'Alliance atlantique. Les deux partis se portent défenseurs de couches sociales en perte de vitesse: petits commerçants, petits cultivateurs, couches les moins qualifiées de la classe ouvrière ou d'industries en train de préricliter (textiles, charbonnage, sidérurgie, . . .). Ces partis véhiculent aussi des valeurs autoritaires et d'ordre.

Les *socialistes* et les *libéraux*, d'autre part, sont résolument ouverts sur l'Europe et l'Alliance atlantique, sensibles aux problèmes écologiques, tout en étant favorables aux technologies de pointe et à l'émulation industrielle. Ils se disputent au centre de l'échiquier politique les couches de cadres moyens et supérieurs, ambitieux et dynamiques, de la société française, société qui a connu dans les années cinquante, soixante

et soixante-dix de profondes mutations que n'ont pas su voir ces observateurs qui perpétuent les *mythes* de la «société bloquée» ou du «mal français».

Les résultats soi-disant surprenants des élections législatives de mars 1978 s'expliquent beaucoup plus facilement si l'on fait, d'une part, abstraction des *mythes* qui encombrant les écrits sur la société française et, d'autre part, si l'on tient compte non seulement de la dualité gauche-droite mais aussi de la dimension «ouverture-fermeture». Le mode de scrutin uninominal majoritaire à deux tours favorise le clivage gauche-droite en obligeant conservateurs et libéraux d'une part, socialistes et communistes d'autre part à des alliances au moins électorales. La dimension «ouverture-fermeture» ne peut trouver son expression politique: il est, en effet, impossible au parti socialiste, coalition fragile et récente de courants divers du socialisme démocratique, de conclure une alliance avec les libéraux sans éclater. Pour cette raison, le président Giscard d'Estaing, qui a très bien saisi le double clivage (gauche-droite et «ouverture-fermeture») de la politique française, était favorable à l'adoption d'un mode de scrutin proportionnel qui aurait permis au parti socialiste de se passer de l'alliance communiste. Mais il se heurtait et se heurte encore aujourd'hui à l'opposition du RPR dirigé par l'autoritaire maire de Paris, M. Jacques Chirac, qui a tout intérêt, pour maintenir son influence sur le gouvernement, à ce que le parti socialiste n'ait pas de solution de rechange à une alliance même limitée avec le parti communiste. Le RPR peut compter sur la complicité tacite et cachée du parti communiste, qui prétend officiellement être favorable à la proportionnelle, mais ne favorise en rien un projet qui le priverait d'un moyen de pression de première valeur vis-à-vis du parti socialiste.

Reconduction de M. Barre

La victoire de la coalition conservatrice-libérale aux élections législatives des 12 et 19 mars derniers a donc conduit à une reconduction du gouvernement dirigé par le premier ministre Raymond Barre. Celui-ci va poursuivre une politique économique, assez impopulaire, de «vérité des prix», qui s'est déjà traduit par une augmentation des tarifs des services publics (électricité, gaz, transports). Dans un pays qui traverse la récession de l'économie mondiale avec de sérieux problèmes dans ses industries peu compétitives comme le textile et la sidérurgie et dont l'agriculture, dans ses secteurs laitier et d'élevage, a peine à affronter la concurrence de ses partenaires hollandais et danois de la Communauté européenne, la priorité donnée par le gouvernement Barre à rendre l'économie française plus compétitive risque de provoquer des affrontements sociaux. L'Union pour la démocratie française (UDF), rassemblement de libéraux à quelques exceptions près, est le pivot de la